ANTHROPOLOGIE DE LA VIOLENCE DANS LA FRANCE MODERNE (XV^e-XVIII^e SIÈCLE)

L'homme en société est-il ou non capable de se passer de la violence dans ses rapports avec les autres ? Le discours sécuritaire qui envahit les sociétés occidentales dans les années 1980 ne le prétend certes pas, mais il repose assurément sur un postulat implicite, selon lequel l'ordre idéal, exempt d'agressions contre les personnes, peut être atteint par une politique adéquate.

Or la violence est proprement inhérente à toutes les formations sociales, qu'elles soient animales ou humaines. Elle n'y prend d'ailleurs pas une forme unique et permanente et n'engendre pas obligatoirement un profond sentiment d'insécurité pour ceux qui la subissent ou qui la voient s'exprimer. En d'autres termes, elle n'est pas systématiquement et totalement reliée à la notion de criminalité, ne serait-ce qu'à cause de la très lente émergence du droit pénal, en France par exemple, entre le milieu du XIII^e siècle et la fin du XVIII^e siècle ¹.

Considérer le phénomène à la lumière de la seule criminologie, qui plus est, se révèle réducteur. L'excellente mise au point de Philippe Robert et de René Lévy ² n'échappe pas à ce défaut en décrivant successivement un « proto-pénal » de l'époque moderne et une construction pénale achevée à partir du XIX^e siècle. La philosophie sous-jacente à cette étude transforme la criminologie en formation autonome, dont elle décrit successivement les débuts laborieux puis la maturité triomphante, alors que cette science humaine fait partie intégrante d'une société nouvelle

1. Philippe ROBERT, René LÉVY, « Histoire et question pénale », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XXXII, juil.-sept. 1985, p. 483.

2. *Ibid.*, p. 481-526, avec une importante bibliographie.

et modernisée, singulièrement différente de celle du Moyen Âge ou des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Dans ces conditions, les questions posées par les historiens de la criminalité qui se réclament implicitement d'une même idéologie du progrès ne me semblent pas exactement correspondre aux réalités passées, que ce soit la thèse du passage de la violence au vol³, ou celles qui assignent au « système » pénal d'Ancien Régime des finalités dissuasives... à l'égard du plaignant⁴.

Pour être saisie de manière plus complète et plus globale, la violence doit être l'objet d'une véritable anthropologie. Qu'est-elle, tout d'abord ? Quels sont ses liens avec l'agressivité ? Seule une approche attentive aux apports des diverses sciences humaines peut permettre de mieux définir ce concept flou, en montrant qu'il ne s'agit ni d'un fait intangible, ni d'une peau de chagrin qui se réduirait lentement sous l'effet des progrès de l'esprit humain, selon l'illusion philosophique héritée des Lumières, mais bien d'un phénomène éminemment modifiable, susceptible de s'adapter à des « niches culturelles » différentes⁵.

Les fonctions de la violence, pour parler de manière quelque peu désuète, sont à la fois multiples et changeantes, comme la société qui les porte. La France et les provinces francophones des Pays-Bas du sud fournissent précisément un terrain d'enquête privilégié à ce sujet, entre la fin du Moyen Âge et la Révolution de 1789, en attendant que d'autres chercheurs appliquent la théorie à différents pays européens : la violence y fait partie de la sociabilité « normale » au début de la période, assurant un rôle de régulation sociale des désordres liés à l'agressivité enracinée en chaque individu. Une lente évolution aboutit peu à peu à la criminaliser, modifiant ainsi la nature des sources répressives et donnant l'illusion d'une décroissance de l'agressivité, alors qu'il s'agit concurremment d'une modification du regard de ceux qui enregistrent les faits et d'une désynchronisation qui s'instaure de façon feutrée entre l'ancienne brutalité des mœurs et les nouvelles normes sociales.

3. Bernadette BOUTELET, « Étude par sondage de la criminalité dans le bailliage de Pont-de-l'Arche (XVII^e-XVIII^e siècles) : de la violence au vol ; en marche vers l'escroquerie », *Annales de Normandie*, t. XII, 1962, p. 235-262. L'idée a été reprise par Pierre CHAUNU et développée par ses élèves : voir à ce sujet André ABBIATECI, François BILLACOIS, *et al.*, *Crimes et criminalité en France, 17^e-18^e siècles*, Paris, A. Colin, 1971, p. 266. On en trouve également l'écho dans Emmanuel LE ROY LADURIE, « La décroissance du crime... au XVIII^e siècle : bilan d'historiens », *Contrepoint*, t. 9, 1973, p. 227-233.

4. Ph. ROBERT, R. LÉVY, *art. cit. supra* n. 1, p. 499-500.

5. Henri LABORIT, *L'Agressivité détournée. Introduction à une biologie du comportement social*, Paris, U.G.E., 1970, parle quant à lui de « niche environnementale », p. 154 et p. 156, pour montrer l'importance du milieu social.

1. APPROCHES ANTHROPOLOGIQUES DE LA VIOLENCE

Ambigu, flou et fluide, le concept de violence mérite d'autant plus une analyse précise qu'il se situe au confluent des sciences humaines et qu'il véhicule des charges émotives puissantes dans le discours contemporain sur la sécurité⁶. Psychanalyse, sociologie religieuse, biologie et éthologie ont notamment des choses à révéler sur le phénomène, pour aboutir à une définition capitalisant les apports principaux de ces sciences en termes d'anthropologie historique, avant de vérifier le modèle sur le « terrain » de la France d'Ancien Régime.

Erich Fromm, en premier lieu, situe clairement le problème sur le plan de la psychanalyse et de la philosophie. Il distingue « diverses formes de violence », selon les motivations inconscientes respectives des acteurs, en les classant sur une échelle graduée du plus normal au plus pathologique⁷. Un premier ensemble comprend les comportements agressifs qui sont au service de la vie et non pas de la mort, que leur mise en œuvre se fasse de manière concrète ou simplement symbolique : la violence dans le jeu ; la violence réactionnelle, la plus commune sans doute, qui naît de la peur, de la frustration, de l'envie ou de la jalousie et qui vise à assurer la conservation de l'existence ; suivent celles qui sont inspirées par le désir de vengeance, l'écroulement des espérances, la perte de foi en la vie, toutes contenant des doses de pathologie et formant la transition avec le deuxième groupe. Orienté par des pulsions de mort, ce dernier comprend la violence compensatoire, marquée par la force brutale servant de « *substitut* à l'activité productrice chez les individus frappés d'impuissance »⁸ ; le sadisme, expression d'une volonté d'emprise absolue sur un être ; la soif de sang d'ordre archaïque qui produit l'ivresse du meurtre.

Cette typologie est basée sur un jugement moral explicite. La violence est au cœur de l'homme, comme le Bien et le Mal⁹. Mais elle n'est pas seulement reliée au second principe. La leçon intéresse l'historien des sociétés, bien qu'il lui faille dépasser, voire même contredire, la méthode psychanalytique sur laquelle elle se fonde, pour atteindre, au-delà des individus qui ont permis d'établir une telle nomenclature, les groupes auxquels ils appartiennent. Passant ainsi de l'inconscient individuel aux cultures collectives, le chercheur peut rendre opératoire la distinction

6. *Le Monde diplomatique* de mai 1986 a consacré un remarquable dossier, p. 15-30, à « Violences et délire sécuritaire ».

7. Erich FROMM, *Le Cœur de l'homme. Sa propension au bien et au mal*, Paris, Payot, 1979, p. 23-42.

8. *Ibid.*, p. 33.

9. *Ibid.*, p. 212-215 en particulier.

globale suggérée par E. Fromm entre deux grands types de violence, à condition de ne pas chercher l'origine de la différence dans la sphère morale mais dans la dynamique des sociétés.

Séduisante mais moins fertile se révèle être la théorie émise par René Girard. Selon lui, le « religieux vise toujours à apaiser la violence, à l'empêcher de se déchaîner [...], dit vraiment aux hommes *ce qu'il faut faire et ne pas faire* pour éviter le retour de la violence destructrice »¹⁰. Ainsi, en cas de « désintégration conflictuelle du religieux » toute communauté recherche-t-elle une victime émissaire, intérieure ou non au groupe, dont le sacrifice permet de rétablir l'ordre perturbé¹¹. Cette sociologie religieuse intemporelle postule obscurément la fixité à la fois biologique et mentale de l'homme. Elle accorde la primauté au phénomène religieux, mais en oubliant que celui-ci ne peut pas être détaché du contexte social et politique dans lequel se meut une société donnée. Elle se trouve de ce fait particulièrement inadaptée au cas des civilisations complexes, comme celle de la France moderne, par exemple, bien qu'elle puise sa source dans une méditation sur le christianisme à travers les siècles et qu'elle aboutisse à une formulation morale péremptoire sur la nature humaine et sur celle du sacré.

Biologiste, Henri Laborit pose à sa manière une question identique. Il conclut à une certaine fixité humaine, notamment en ce qui concerne les mécanismes fondamentaux régissant l'agressivité :

« Nous avons vu qu'elle met en jeu essentiellement l'hypothalamus, le cerveau le plus ancien, que nous avons décrit comme le cerveau reptilien. Sa finalité est la survie de l'organisme dans son ensemble, au prix d'une réaction de lutte envers le milieu. La présence du cerveau que nous avons appelé des vieux mammifères, du système limbique, lui donne sa tonalité affective. C'est la recherche de la domination sexuelle, base de la reproduction, le besoin d'être aimé, admiré, d'être le plus beau, d'être préféré, ensemble affectif inconscient évidemment, comme tous les automatismes dont le siège demeure paléocéphalique, qui colore sentimentalement le réflexe agressif millénaire »¹².

Cependant, précise l'auteur, le cortex associatif ajoute à tout cela la dimension de l'imaginaire et la vie en société modifie profondément les automatismes liés à l'instinct de domination inscrit dans le « paléocéphale reptilien » de l'homme. L'agressivité est refoulée. Le climat des relations

10. René GIRARD, *La Violence et le sacré*, Paris, Grasset, 1972, p. 38 et p. 359 (souligné par l'auteur).

11. *Ibid.*, notamment p. 22, 29, 135, 148, 378 et 435.

12. H. LABORIT, *op. cit. supra* n. 5, p. 177.

humaines est de ce fait très tendu, y compris au XX^e siècle, par suite de « l'impossibilité de l'évitement par la fuite ». L'individu isolé, qui a peu de possibilités d'assouvir son agressivité contre l'ensemble social, cherche à le faire en s'unissant « à ceux que leur niche environnementale rapproche de lui, à ceux, en d'autres termes, ayant avec lui une communauté d'intérêts »¹³.

La violence, dans ce schéma, se situe au confluent du biologique et du culturel. Le premier facteur est permanent, selon Henri Laborit. Le second est éminemment variable : il impose à toute personne, dès l'enfance, un système d'interdictions parentales et sociales, qui crée des automatismes pour contrôler l'affectivité instinctive, afin d'assurer la survie et la protection du groupe. Morale, règles, préjugés, sens commun, ainsi produits, interdisent à l'homme de se laisser dominer par ses pulsions instinctuelles¹⁴. Cette réflexion stimulante montre que l'agressivité n'est pas un simple résidu des temps primitifs, qu'il serait possible d'évacuer définitivement par des actions adéquates. Enracinée, par la loi impérative de la reproduction sexuée, dans toutes les formes vivantes évoluées, elle n'est pas uniquement un phénomène maléfique, tel que le définissent certaines civilisations, qui réussissent à l'occulter ou à la sublimer sans la faire disparaître : le jeune cadre dynamique du XX^e siècle ne porte-t-il pas le code génétique de l'espèce travesti sous la forme de l'esprit de compétition et de réussite ? Le travail de l'historien est précisément d'identifier les structures, les équilibres, les distorsions en ce domaine, sans être dupe de la vision déformante que lui a inculquée sa propre société par le biais d'automatismes souvent devenus inconscients. Aussi ne peut-il porter un jugement « sécuritaire » sur le passé sans risquer le pur anachronisme, c'est-à-dire sans projeter une appréciation moralisatrice et dévalorisante sur une société qui ne possède pas les mêmes valeurs et la même conception de la violence que les Européens du XX^e siècle finissant.

Maniée avec la prudence qui s'impose dans un domaine sensible aux interprétations idéologiques tranchées, l'éthologie fournit une approche complémentaire de la précédente. Elle met d'abord en évidence la notion de « territoire », propre à un individu ou à une espèce donnée, animale ou humaine¹⁵ : la régulation de la distance joue, en effet, un rôle

13. *Ibid.*, p. 175, 178, 179.

14. *Ibid.*, p. 137.

15. Konrad LORENZ, *L'Agression. Une histoire naturelle du mal*, Paris, Flammarion, 1969 ; *Id.*, *Les Fondements de l'éthologie*, Paris, Flammarion, 1984. Edward T. HALL, *La Dimension cachée*, Paris, Seuil, 1971 ; *Id.*, *Le Langage silencieux*, Paris, Seuil, 1984 ; *Id.*, *The Dance of Life. The Other Dimension of Time*, New York, Anchor Books, 1984.

primordial dans la vie quotidienne des uns comme des autres. Elle permet, en outre, de distinguer deux formes très différentes de comportements agressifs. La première, décrite par Konrad Lorenz¹⁶, peut être qualifiée de « normale ». Elle rappelle les observations de Laborit sur les lois impératives de la reproduction sexuée et sur les attitudes de domination qui en découlent. Elle y ajoute une compréhension plus fine des interrelations au sein d'un groupe, en insistant sur des mécanismes de contrôle de la brutalité : le vainqueur émet des signes qui prouvent sa puissance et s'arrête lorsque le vaincu de sa race montre clairement qu'il accepte la défaite, ou encore lorsqu'il manifeste dès le départ son infériorité, tel le jeune chien se mettant sur le dos, les pattes en l'air, face à un adulte de son espèce. Un deuxième type d'agressivité apparaît à la suite d'expériences sur des colonies d'animaux vivant en sociétés organisées, comme les rats blancs de Norvège. Placés dans un milieu naturel, en présence d'une nourriture suffisamment abondante, ceux-ci connaissent à un moment donné une surpopulation qui les conduit à un « cloaque comportemental », c'est-à-dire à de graves perturbations, notamment dans le domaine de la conduite de séduction des individus, de l'activité sexuelle, de la reproduction et plus généralement de l'organisation sociale. L'agressivité n'est plus endiguée par les mécanismes habituels et elle se développe de manière pathologique¹⁷.

Il n'est évidemment pas question d'appliquer aveuglément à l'homme les résultats de l'éthologie animale. Au moins peut-on en tirer deux principes pour guider la recherche historique. La violence, en premier lieu, n'est pas toujours destructrice. Il lui arrive d'être au service de la vie, comme le prétend également Erich Fromm. Mieux encore, elle fait parfois partie de véritables rituels qui définissent les droits d'individus dominants au sein d'une même espèce. À l'occasion, il suffit à ces derniers de la théâtraliser par des mimiques et par des attitudes de fureur exagérée pour n'avoir pas à en user et pour voir céder les plus faibles. Le deuxième principe a trait à la complexité du jeu des facteurs susceptibles de provoquer des situations violentes. Expliquer celles-ci par les désirs ou par les peurs reste souvent très insuffisant. Quant à la pénurie des subsistances, ou à l'exploitation de l'homme par l'homme, elles jouent assurément un rôle moteur dans certaines périodes et dans certaines civilisations, mais il est douteux qu'elles permettent seules de comprendre le phénomène dans ces cas précis, tandis que le « cloaque comportemental » défini plus haut à propos d'animaux existe peut-être

16. K. LORENZ, *Tous les chiens, tous les chats*, Paris, Flammarion, 1970.

17. E. T. HALL, *La Dimension cachée*, op. cit. supra n. 15, p. 39-60, résume ces expériences et d'autres du même type.

aussi dans des sociétés humaines soumises à de semblables conditions d'occupation de l'espace, indépendamment d'éventuels problèmes alimentaires.

Une anthropologie de la violence doit donc être attentive aux apports multiples des sciences humaines. Laissant de côté la question de la fixité biologique de l'homme, ou de la finalité de l'espèce inscrite en chaque individu, qui sont matières à discussion entre les spécialistes, il lui faut être attentive aux formes et au fonctionnement de la violence dans une culture donnée. Le but n'est pas de prouver ou d'infirmer la théorie de la nécessité de la violence : celle-ci se trouve enracinée, qu'on le veuille ou non, au « cœur de l'homme ». L'objectif réel est de montrer comment les sociétés vivent avec, ou même quelquefois par la violence, comment elles dévient ou orientent son cours, créant parfois des structures symboliques destinées à assurer un tel contrôle.

L'exemple de la France moderne est à cet égard riche d'enseignements, car il permet d'observer deux modèles collectifs de violence qui se succèdent : la brutalité sanguinaire banale de la fin du Moyen Âge ; la lente et imparfaite criminalisation de la violence sous les rois absolus. L'évolution en question est étroitement dépendante de celle des formes du pouvoir et de leur exercice.

2. UNE SOCIABILITÉ VIOLENTE (XV^e-XVII^e SIÈCLE)

Le sang coule d'abondance dans les villes et les villages de la fin du Moyen Âge. Les archives urbaines, en particulier, transcrivent bien l'intensité d'une violence multiforme contre les personnes¹⁸. Les autorités centrales et locales portent pourtant moins d'attention à ce phénomène massif qu'aux vols ou aux atteintes à la religion et à la morale¹⁹. Redoutable en apparence, la justice du temps est, en effet,

18. J. A. GORIS, « Zeden en criminaliteit te Antwerpen in de tweede helft van de XIV^e eeuw, naar de rekeningen der schouten van 1358 tot 1387 », *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. V, 1926, p. 871-886 et t. VI, 1927, p. 181-205 ; Bronislaw GEREMEK, *Les Marginaux parisiens aux XIV^e et XV^e siècles*, Paris, Flammarion, 1976 ; David M. NICHOLAS, « Crime and Punishment in Fourteenth-Century Ghent », *Revue belge de philologie et d'histoire*, t. XLVIII, 1970, p. 289-334 et 1141-1176 ; Jacques CHIFFOLEAU, *Les Justices du Pape. Délinquance et criminalité dans la région d'Avignon au XIV^e siècle*, Paris, Publ. de la Sorbonne, 1984 ; etc. Les villes sont mieux connues que les campagnes car elles passent plus vite que celles-ci à la procédure criminelle écrite et les sources y sont mieux conservées, de manière générale, même si elles sont souvent lacunaires et difficiles à utiliser.

19. B. GEREMEK, « Criminalité, vagabondage, paupérisme : la marginalité à l'aube des temps modernes », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XXI, 1974, p. 337-375.

souvent inefficace et impuissante²⁰. Elle ne réussit guère à faire appliquer strictement les multiples ordonnances en la matière, notamment celles qui concernent le port d'armes. De plus, ces phénomènes relèvent essentiellement des rapports de force entre les individus et les groupes sociaux. Ils n'intéressent que médiocrement et qu'indirectement les tribunaux, surtout dans le monde rural, qui représente plus des trois quarts de la population.

La violence est donc loin de correspondre parfaitement à la notion de criminalité telle que la comprennent les juristes de cette époque « proto-pénale ». Les deux sphères se pénètrent partiellement, mais elles ne se recouvrent pas : la violence peut de ce fait être définie comme une extension brutale de la sociabilité habituelle, en marche vers la criminalité, qu'elle n'atteint que dans une minorité de cas.

Les sources judiciaires classiques, qui n'appréhendent déjà qu'une criminalité apparente, permettent seulement d'approcher ces derniers. Il faut chercher ailleurs d'indispensables indicateurs supplémentaires, en se souvenant que les synthèses obtenues ne peuvent être comparées terme à terme avec les séries proprement criminelles de périodes ultérieures pour en déduire un mouvement pluriséculaire, car la seule cohérence se trouverait alors dans les présupposés du chercheur, nivelant les différences documentaires et niant les mutations culturelles survenues²¹.

Le cas d'Arras au XV^e siècle permet d'illustrer ce propos. Peuplée de 10 à 12 000 habitants, la ville est capitale du comté d'Artois et fait partie des possessions bourguignonnes. Ses archives judiciaires, très incomplètes, définissent une brutalité comparable à celle que connaissent d'autres villes du temps. Or, s'arrêter à ce constat ampute énormément la réalité : des séries fiscales relatives au domaine du prince, conservées loin de la ville elle-même, dans les fonds de la Chambre des comptes des ducs de Bourgogne, à Lille, font état d'amendes judiciaires décrétées par l'échevinage arrageois mais enregistrées par les officiers du duc, parce que celui-ci en perçoit une partie en vertu du principe selon lequel la justice urbaine émane directement de lui. Ce deuxième ensemble concerne essentiellement des violences définies selon un tarif précis : 30 sous

20. Bernard GUENÉE, *Tribunaux et gens de justice dans le bailliage de Sens à la fin du Moyen Âge (vers 1380-vers 1550)*, Strasbourg, Publ. de la Faculté des lettres, 1963, p. 277, 280, 295, 301-302.

21. La critique s'adresse notamment à Lawrence STONE, « Interpersonal Violence in English Society, 1300-1980 », *Past and Present*, 101, 1983, p. 22-33, généralement mieux inspiré lorsqu'il ne survole pas avec une aisance apparente un demi-millénaire et qu'il ne projette pas sur les mentalités et les comportements du passé des préjugés typiquement contemporains. Il est vrai qu'il s'agit d'un champ d'étude très étranger à sa spécialité d'historien de la société nobiliaire anglaise aux XVI^e et XVII^e siècles.

pour une gifle assénée avec force ; dix livres pour un coup de bâton n'entraînant pas une blessure à « sang courant » ; soixante livres pour une blessure grave ou pour des menaces avec une arme. Au total, pour 55 années fiscales conservées, 2 615 amendes sont répertoriées, soit une moyenne de 47,5 par an. Les têtes à claques semblent être particulièrement nombreuses de 1401 à 1436, car les juges imposent alors un millier d'amendes de ce type. Les graphiques réalisés accusent une baisse séculaire du total de ces peines et leur disparition dès le début du deuxième tiers du XVI^e siècle, au moment même où se multiplient les lettres de rémission²².

En accord avec son prince, l'échevinage d'Arras joue au moins deux rôles différents face à une violence qui imprègne profondément la société urbaine. Le premier consiste à demander des comptes aux délinquants, c'est-à-dire aux meurtriers, puis à les punir, ou du moins à tenter de le faire car nombreux sont ceux qui réussissent à fuir. Le deuxième vise simplement à désamorcer l'enchaînement des brutalités, à s'interposer entre des combattants pour éviter que ne se déclenchent trop souvent des guerres familiales sans fin, à se poser en arbitre plus qu'en représentant d'une puissance publique attentive au seul bien commun. Cette régulation de la vie sociale ne fait nullement disparaître l'agressivité et ses excès. Elle établit plutôt une sorte d'équilibre relatif en transformant les multiples petites explosions de violence en défoulements limités par des barrières légales. Ce système de contrôle s'affaiblit et se dérègle dans le cours du XV^e siècle, mais il n'est pas immédiatement remplacé par une conception criminelle des heurts entre les personnes. Le pardon princier fréquent continue aux XVI^e et XVII^e siècles à entériner une définition plus ambiguë et plus complexe de ces phénomènes.

Les lettres de rémission des rois de France²³, ou des ducs de Bourgogne et de leurs successeurs²⁴, grâcient généralement des auteurs d'homicides. En théorie, elles ne sont accordées qu'en l'absence de circonstances aggravantes (haine, vengeance, guet-apens, etc.) et elles

22. Robert MUCHEMBLED, *Violence et société. Comportements et mentalités populaires en Artois (1400-1660)*, thèse de Doctorat d'État inédite, soutenue le 16 mars 1985 à l'Université de Paris I, 3 vols dactyl., t. III, p. 642-673.

23. Jacques FOVIAUX, *La Rémission des peines et des condamnations, droit monarchique et droit moderne*, Paris, P.U.F., 1970. Les lettres de rémission des rois de France sont conservées aux Archives nationales, registres du Trésor des Chartres, série JJ : voir à ce sujet Michel FRANÇOIS, « Note sur les lettres de rémission transcrites dans les registres du Trésor des Chartres », *Bibliothèque de l'École des chartes*, t. CIII, 1942, p. 317-324.

24. Conservées aux Archives du Nord, à Lille, dans 145 volumes de parchemin, elles concernent toutes les provinces sous leur domination. Je les ai étudiées systématiquement en ce qui concerne le comté d'Artois : R. MUCHEMBLED, *op. cit. supra* n. 22, notamment t. I, p. 121-130, pour la présentation des documents eux-mêmes.

imposent à l'impétrant une amende calculée selon ses possibilités, ainsi que l'obligation de payer le prix du sang aux parents de la victime. De véritables criminels se glissent évidemment dans la cohorte des meurtriers en question. Mais les documents permettent surtout d'appréhender une sociabilité normalement violente sous ses diverses formes : la province d'Artois, qui compte environ 170 000 habitants vers 1469, par exemple²⁵, est concernée par près de 3 500 rémissions de 1386 à 1660. Sur ce total, 3 198 cas se rapportent à des homicides, dont 231 avant 1500²⁶. Sans revenir ici sur les précautions méthodologiques à prendre avant d'étudier de telles sources²⁷, je m'attacherai à définir les quatre formes de violence non pathologique qu'elles permettent de mettre en évidence : celle qui fait partie d'un style de vie général ; celle des jeunes, qui confine à des rituels d'intégration ; celle qui appartient aux mécanismes de la vengeance et de la paix à partie ; celle enfin qui produit l'esprit de groupe par l'exercice d'une intense xénophobie.

Comme la mort, comme le cimetière qui est au centre du village, la violence est au cœur de la vie aux XV^e, XVI^e et XVII^e siècles. Elle s'attache fortement aux rôles masculins, car les femmes meurtrières grâciées ne représentent que 0,36 % des Artésiens recevant une lettre de rémission pour homicide²⁸. Le deuxième sexe n'est pourtant pas incapable de se montrer agressif : les prostituées et les servantes fournissent, en effet, une minorité non négligeable d'accusées et de victimes de voies de fait au XV^e siècle, à Arras comme à Paris²⁹. Nombre de conflits et de combats, qui plus est, se déclenchent à la suite de compétitions amoureuses ou à l'instigation de femmes qui poussent les mâles de leur entourage à régler de cette manière un problème quelconque.

Une analyse des rythmes de la violence dans le long terme contredit les conclusions des élèves de Pierre Chaunu au sujet de la Normandie. Alors qu'ils voient une évolution linéaire de la brutalité jusqu'au XVII^e siècle, pour aboutir au vol au XVIII^e siècle, en attendant l'escroquerie³⁰, l'Artois présente un modèle plus ou moins sinusoïdal, de 1400 à 1660, des pulsations meurtrières accompagnant d'assez près la conjoncture économique générale, à l'échelle séculaire et même plus finement

25. André BOCQUET, *Recherches sur la population rurale de l'Artois et du Boulonnais pendant la période bourguignonne (1384-1477)*, Arras, Commission départementale des Monuments historiques du Pas-de-Calais, 1969, p. 133, 166-167, 179-181.

26. R. MUCHEMBLED, *op. cit. supra* n. 22, t. I, p. 132.

27. *Ibid.*, t. I, p. 121-130 et l'ouvrage de J. FOVIAUX, *op. cit. supra* n. 23.

28. R. MUCHEMBLED, *op. cit. supra* n. 22, t. I, p. 133.

29. *Ibid.*, t. III, p. 654 et 669-670, à propos d'Arras. Une « semaine criminelle » à Paris, du 15 au 21 juin 1488, fournit des exemples analogues : B. GEREMEK, *Truands et misérables dans l'Europe moderne (1350-1600)*, Paris, Gallimard-Juliard, 1980, p. 20-23.

30. Cf. *op. cit. supra* n.3.

trentenaire. Cette conjoncture est d'ailleurs sans conteste le facteur amplifiant principal d'une violence endémique³¹. La rupture du XVIII^e siècle n'apparaît pas, et pour cause, par suite du tarissement des sources considérées : une telle modification est elle-même l'indice d'une mutation du phénomène³². Il convient donc de considérer avec prudence la thèse normande, en se demandant si elle n'enregistre pas simplement un changement de nature du pénal, après la réussite d'une criminalisation croissante des atteintes contre les personnes.

Le même résultat sera atteint en Artois à partir du milieu du XVII^e siècle. Mais avant cette période, la violence fait réellement partie du style de vie ordinaire, surtout dans les campagnes, comme en témoignent les conditions et les circonstances dans lesquelles elle s'exprime le plus souvent. De 1386 à 1660, l'agressivité augmente fortement pendant la saison chaude, le point critique oscillant toujours entre la fin du printemps et le début de l'été, entre mai et juillet, pour diminuer constamment par la suite jusqu'au minimum de janvier-février³³. L'explication ne peut se limiter à parler des aléas atmosphériques ou de la fatigue excessive due au temps des moissons. L'éthologie offre des éléments de méditation : des expériences sur les marmottes ont prouvé que l'agressivité de ces animaux culmine pour des raisons hormonales, le poids de leurs surrénales augmentant de 60 % entre mars et la fin du mois de juin ; si leur population est alors trop dense, le *stress* a des effets dévastateurs car il les pousse à une compétition forcée, qui produit une double explosion d'agressivité et d'activité sexuelle et qui aboutit à un effondrement démographique par baisse du taux de fertilité et par vulnérabilité plus grande aux maladies³⁴. Il n'est pas possible d'évacuer totalement le fait hormonal à propos des Artésiens du passé, d'autant que le paroxysme de la violence correspond notamment à l'époque où s'exerce le rituel amoureux complexe et brutal des jeunes gens, en mai et juin précisément³⁵. Les étés chauds des banlieues ouvrières des grandes villes françaises dans les années 1980 donnent également à réfléchir à ce sujet. L'essentiel n'est pourtant pas le phénomène biologique. Du moins celui-ci ne fait-il qu'exacerber une lutte pour l'appropriation de l'espace qui s'intensifie au printemps et durant la saison chaude.

31. R. MUCHEMBLED, *op. cit. supra* n. 22, t. I, p. 176.

32. J'y reviendrai dans la troisième partie du présent article.

33. R. MUCHEMBLED, *op. cit. supra* n. 22, t. I, p. 206-213.

34. E. T. HALL, *La Dimension cachée*, *op. cit. supra* n. 15, p. 55-60.

35. R. MUCHEMBLED, *op. cit. supra* n. 22, t. II, p. 466-488 et 509-510.

Plus exactement, les Artésiens, tout comme les habitants de la Loire moyenne au XV^e siècle³⁶, se laissent aller à la violence pendant les moments et dans les lieux de sociabilité par excellence, lorsqu'ils cherchent à exister sous le regard des autres³⁷ et qu'ils revendiquent toute leur place au centre de la communauté. Ainsi, 42 % des 3 198 homicides pardonnés ont-ils eu lieu un dimanche ou un jour de fête, ce qui représente d'ailleurs un minimum car aucune indication n'est donnée dans certains cas. L'instant des excès est souvent situé le soir, entre chien et loup, « vers soleil couchant », comme l'indiquent 671 exemples, qui représentent 56 % des cas connus, la nuit venant en deuxième position avec 22 %. Certes, il est possible d'arguer que près des deux tiers des documents ne précisent pas la chose, si bien que les meurtres diurnes pourraient en fait être les plus nombreux. Cela paraît improbable, car les circonstances sont rarement celles du temps et du lieu de travail. Le sang coule le plus souvent à côté de la bière que les Artésiens consomment à la taverne, car celle-ci est le lieu privilégié des homicides, avec 46 % de mentions sur 3 198 exemples, suivie de très loin par les rues, les chemins, les maisons, etc.³⁸.

D'une manière générale, la violence est un simple dépassement de la sociabilité habituelle, dans le contact d'une foule, dans un espace clos collectif comme la taverne, en situation d'oisiveté plus que de travail ou de prière, ce qui rappelle un peu la leçon des éthologues à propos de l'agressivité liée au surpeuplement, aux tensions et aux compétitions amoureuses, dans les sociétés animales. Les contemporains de Louis XI, de François I^{er} ou de Louis XIII y ajoutent les dimensions de l'ivresse et du port d'armes fréquent. Rares sont ceux, même parmi les hommes d'Église, qui se risquent hors de chez eux sans un couteau, un gros bâton noueux avec lequel on peut aussi chasser les chiens, voire une épée, qui n'est nullement l'apanage des nobles, une hallebarde, une lance, un épieu, ou encore une arme à feu, à partir du XVI^e siècle et surtout au XVII^e siècle. Malgré les interdictions réitérées sans cesse dans les villes, chacun songe à sa défense, ou saisit en cas de besoin un outil, un lourd pot de grès, une pierre, une boule avec laquelle il vient de jouer et qui n'en est pas moins meurtrière³⁹.

36. Monique BOURIN, Bernard CHEVALIER, « Le comportement criminel dans les pays de la Loire moyenne, d'après les lettres de rémission (vers 1380-vers 1450) », *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, t. 88, 1981, p. 245-263.

37. Erving GOFFMAN, *La Mise en scène de la vie quotidienne*, Paris, Minuit, 1973, 2 t. et *Les Rites d'interaction*, Paris, Minuit, 1974, au sujet de la théâtralisation des relations sociales, d'après des exemples du XX^e siècle.

38. R. MUCHEMBLED, *op. cit. supra* n. 22, t. I, p. 213-218 et 219-225.

39. *Ibid.*, t. I, p. 226-231.

Le recours aisé à des armes explique la fréquence des homicides. Les partisans de la limitation des ventes de revolvers aux U.S.A. ne démentiraient pas cette idée. Ne diffusaient-ils pas récemment le tract suivant : « En 1980, les revolvers ont tué : 77 personnes au Japon, 8 en Grande-Bretagne..., 11 522 aux États-Unis, God bless America ! »⁴⁰ ? Les insuffisances de la médecine jusqu'au XVIII^e siècle, quant à elles, suffisent souvent à pousser vers la tombe de nombreuses victimes, que les agresseurs ne cherchaient pas véritablement à tuer : sur 2 859 exemples artésiens de 1400 à 1660, 9 % des individus concernés sont morts sur place, 29 % dans les heures suivantes, mais près de 35 % survivent plus de huit jours avant de décéder d'infection⁴¹. Il est difficile, dans ces conditions, d'imputer à tous les coupables une rage sanguinaire pathologique ou proprement criminelle, au sens actuel du terme. Beaucoup d'entre eux se laissent en fait aller à une violence réactionnelle, telle que la définit Erich Fromm, leur agressivité étant produite et orientée par les conditions de vie collective, en particulier par les formes de la sociabilité et par la généralisation du port d'armes.

Les jeunes hommes sont à la fois parfaitement représentatifs de cette civilisation violente et astreints à un surcroît d'agressivité, toléré par les adultes de leur communauté et objet de l'indulgence particulière du prince en cas d'homicide. Ils sont, en effet, des êtres incomplets, tant qu'ils ne sont pas mariés. Ils subissent la dure tutelle de leurs pères et n'ont guère d'espace de liberté pour s'épanouir, dans la vie normale. Pour échapper à cette infériorité, ils se groupent en bandes ou en royaumes de jeunesse, dont les codes et les rituels mettent en valeur la virilité et la force de leurs membres⁴². La nuit est leur empire, car les hommes mariés s'y risquent moins souvent qu'eux. Ils envahissent donc l'espace nocturne, en se promenant par petites bandes armées, pour faire la cour aux filles, en menant un musicien jouer sous leurs fenêtres, ou encore en cherchant à se battre avec d'autres célibataires, soit par rivalité amoureuse, soit pour le plaisir de « s'en faire une » (blessure), soit encore pour marquer leur supériorité, aux confins d'un terroir, sur leurs semblables d'une communauté voisine⁴³. Leur violence se situe souvent à la limite du jeu proprement dit. Elle est aussi excessive, ritualisée, intégrative, puisqu'elle

40. Cité par Claude JULIEN, « La peur et l'ordre », *Le Monde diplomatique*, *op. cit.* *supra* n. 6, p. 30.

41. R. MUCHEMBLED, *op. cit. supra* n. 22, t. I, p. 235.

42. Nicole PELLEGRIN, *Les Bacheleries. Organisations et fêtes de la jeunesse dans le Centre-Ouest, XV^e-XVIII^e siècle*, Poitiers, Soc. des Antiquaires de l'Ouest, 1982 ; R. MUCHEMBLED, « Les jeunes et la culture populaire au XV^e siècle (Flandre et Artois) », Colloque de Böblingen sur la culture populaire à la fin du Moyen Âge, Böblingen (R.F.A.), juin 1986, à paraître.

43. Cf. *op. cit. supra* n. 35.

visé à prouver que ses acteurs sont à la fois dignes d'appartenir à un groupe de jeunesse et, au-delà, à la société des adultes qui fournit au fond le modèle à imiter.

Comme leurs pères, et sans doute encore plus intensément qu'eux, les adolescents artésiens aiguïssent leur agressivité pour créer des réflexes, des automatismes de survie dans un monde difficile et dangereux. Ils connaissent également la nécessité de tenir sa place, de défendre son honneur, de se faire respecter, en ayant recours s'il le faut à la violence pour restaurer son rang dans la communauté, répondre à un défi, ou tirer vengeance d'un ennemi. Cette dernière motivation fournit une forme spécifique de violence, acceptée par tous et même indispensable. Le droit de vengeance⁴⁴ vise à rétablir un équilibre rompu. Il se développe selon des principes stricts et met en œuvre une violence ritualisée, qui reste contrôlée et qui ne risque pas de détruire tout le corps social. Il est en quelque sorte le concurrent de la lettre de rémission princière, puisqu'il réclame aussi le prix du sang au coupable et à ses parents et qu'il n'aboutit pas obligatoirement à des guerres familiales sanguinaires et interminables. Il peut, en effet, être éteint par la procédure de la « paix à partie », forme de traité privé garanti par les autorités en général. Les rémissions contiennent d'ailleurs une clause selon laquelle leur validité est subordonnée à un contrat préalable de cette nature : le souverain ne tente nullement d'annuler le droit de vengeance ; il cherche simplement à le transformer en accord pacifique, ce qui en dit long sur la façon dont le prince considère les homicides de ce type, qui ne paraissent pas proprement « criminels » à ses yeux. Les lettres de grâce entérinent donc une conception de la violence commune aux gouvernants et aux gouvernés, qui acceptent tous l'état de fait. Les juges sont chargés de surveiller de loin les excès pathologiques, d'arbitrer mollement les conflits, de faire respecter les droits du prince. Ils laissent aux dirigeants locaux et surtout aux familles une importante fonction de régulation en la matière.

Les notaires ou les échevins valident ainsi des contrats, qui sont aussi très souvent passés de manière orale, entre les protagonistes de querelles tragiques et leurs héritiers. Tel est le cas à Fontaine-au-Pire, en Cambrésis, le 3 juin 1654, lorsque est conclue « une bonne pailx et concord par ensamble touchant ung certain coup de fusicq tîrré par ledit Anthoine Bastien au bas-ventre de Raphaël Dechault, filz de ladit Jaenne, dont la mort s'en est ensuivy ». Le meurtrier promet de faire célébrer

44. Charles PETIT-DUTAILLIS, *Documents nouveaux sur les mœurs populaires et le droit de vengeance dans les Pays-Bas au XV^e siècle. Lettres de rémission de Philippe le Bon*, Paris, Champion, 1908.

une messe solennelle et douze obits, un par mois, pour le repos de l'âme du décédé, de payer la somme de 140 florins à la mère de celui-ci et de ne rien réclamer pour les blessures qu'il a lui-même reçues d'un compagnon de la victime lors du drame⁴⁵. D'identiques arrangements, qui permettent alors d'éviter de s'adresser à la justice, ont encore cours dans le Gévaudan au XIX^e siècle, où ils font clairement partie d'une structure organisée autour de la violence, des défis et des vengeances⁴⁶. Loin de faire référence à des pratiques peu admissibles, ils s'intègrent dans la vie normale et habituelle des populations.

La violence est, en effet, productrice d'un puissant esprit de groupe. Paysans et citadins apprennent très tôt des mécanismes de survie et de défense de leur territoire contre tous les dangers, contre les autres humains en particulier. Bergers et jeunes enfants s'exercent à repousser brutalement leurs congénères des communautés voisines. Devenus adolescents, ils parcourent et protègent leur terroir en cherchant le contact, pour en découdre, avec des bandes adverses. La xénophobie est de ce fait intense et permanente. Elle ne vise pas seulement les étrangers ou les inconnus. Elle s'adresse aussi aux habitants des paroisses limitrophes, comme moyen de marquer les différences, sans pour autant empêcher les relations commerciales ou même matrimoniales : ces semblables-concurrents sont tolérés ou acceptés individuellement, lors d'une fête par exemple, mais ils sont collectivement l'objet d'une hostilité latente, d'une crainte sourde, dont témoignent des surnoms génériques injurieux, des mépris respectifs. La plus futile occasion permet l'affrontement. Le soir du dimanche 9 août 1523, une douzaine de paysans de La Couture, en Artois, viennent à Locon, un village voisin, pour venger un affront. Ils installent une table dans le cimetière, boivent et mangent tout en assiégeant pendant quatre heures les gens du lieu, réfugiés dans l'église, qui sonnent les cloches et qui tentent finalement une sortie, dont résulte une bataille meurtrière⁴⁷.

Rabelais présente sur un mode plaisant l'archétype de cette situation villageoise, à propos du début de la guerre picrocholine, dans le *Gargantua*. Les bergers de ce dernier voient passer les fouaciers de Lerné, qui habitent le « pays » voisin. Ils demandent à acheter des fouaces, mais ils sont insultés longuement et ils s'entendent dire « qu'ilz se devoient contenter de gros pain ballé et de tourte ». Ce refus, répondent-ils, « n'est fait de bons voisins, et ainsi ne vous faisons-nous, quand venez icy

45. Archives départementales du Nord, à Lille, 2 E 26/178, 3 juin 1654.

46. Élisabeth CLAVERIE, Pierre LAMAISSON, *L'Impossible mariage. Violence et parenté en Gévaudan, 17^e, 18^e et 19^e siècles*, Paris, Hachette, 1982, p. 265-270 et 301.

47. Archives départementales du Nord, à Lille, B 1735, f° 42 r°-43 r° (9 août 1523). Sur la xénophobie en Artois, voir R. MUCHEMBLED, *op. cit. supra* n. 22, t. II, p. 356-373.

achapter nostre beau frument duquel vous faictes voz gasteaux et fouaces ». La suite est connue : une échauffourée se déclenche, qui aboutit à une guerre générale entre les deux communautés, conduites par leur « roi » respectif⁴⁸.

Génial conteur, le curé de Meudon transcrit en outre avec finesse la réalité de son temps. L'agressivité extraordinaire qu'il décrit est rarement aussi plaisante pour les protagonistes, mais elle n'est ni aveugle ni purement destructrice. Elle produit en fait une conscience d'appartenance à un ensemble donné, dans une société très fragmentée. Fort éloignés des conceptions étatiques ou nationales des élites, les membres des couches populaires rurales ou urbaines construisent ainsi leur identité dans le temps et dans l'espace étroit mais familier de leur terroir. Il leur arrive de se référer à des ensembles plus vastes, comme la petite unité géographique qu'est alors un « pays » ou comme la province, à un degré supérieur, mais uniquement en cas de besoin, loin de chez eux, lorsqu'ils recherchent l'aide de ceux qui leur ressemblent plus que les étrangers qui les entourent. Tel est le cas des étudiants de la nation picarde à l'Université de Paris, même si ces clercs cultivés diffèrent beaucoup des ruraux de leur époque.

Sous les diverses formes étudiées ci-dessus, la violence est assurément un phénomène culturel, une extension brutale de la sociabilité ordinaire. En dépit de ses excès apparents, elle est fondamentalement régulatrice, y compris en ce qui concerne les jeunes hommes, car ceux-ci n'en font nullement une contre-culture pour s'opposer aux adultes, au contraire, puisque l'éthique virile est la seule voie d'intégration qui leur soit laissée pour accéder à la qualité d'homme à part entière. Les jeux brutaux, à l'image de la soule ou des confrontations physiques, ne font que prolonger et parfois sublimer l'agressivité⁴⁹. Celle-ci est donc plus souvent une qualité qu'un défaut, dans les conditions du temps. À moins qu'elle ne dévie, bien sûr. La désapprobation des autorités s'attache ainsi aux assassinats crapuleux, aux vols et aux voies de fait sur les grands chemins. Elle vise les auteurs de véritables crimes, en un mot, auxquels sont réservés de nombreux supplices. Encore les populations ne suivent-elles pas toujours l'opinion des juges et protègent-elles parfois de tels individus. Mais le décalage entre ces deux conceptions de la violence ne cesse de s'accroître à partir du XVI^e siècle, car un mouvement inéluctable produit lentement une définition proprement criminelle des agressions contre les personnes.

48. RABELAIS, *Œuvres complètes*, présentées par Jacques BOULENGER, Paris, Gallimard, 1955 (« Pléiade »), p. 78 et sqq.

49. R. MUCHEMBLE, « Les jeunes, les jeux et la violence en Artois au XVI^e siècle », *Les Jeux à la Renaissance*, Philippe ARIÈS, Jean-Claude MARGOLIN, eds, Paris, Vrin, 1982, p. 563-579.

3. LA VIOLENCE CRIMINALISÉE (XVI^e-XVIII^e SIÈCLE)

L'Ancien Régime est marqué par un mouvement continu vers la synchronisation des notions de violence et de criminalité. Une première phase, incomplète et cahotique, se déroule jusqu'au milieu du XVII^e siècle. Lui succède alors une période qui voit se réaliser une véritable définition théorique de la criminalité contre les personnes et de notables progrès dans l'adaptation de ces idées à l'ensemble de la société.

Le XVI^e siècle est à tous égards un moment de transition. L'affermissement de l'État moderne, sous les rois absolus qui règnent en France et dans les Pays-Bas espagnols, se manifeste particulièrement dans le domaine judiciaire : François I^{er} fait promulguer en 1539 la célèbre ordonnance de Villers-Cotterêts⁵⁰ et Philippe II tente sans succès d'imposer les édits criminels de 1570 à l'ensemble des Pays-Bas⁵¹. Le temps des supplices horribles, éclatants et exemplaires est venu⁵². Cependant, les violents et les meurtriers sont peu visés par cette sévérité croissante. Le sang versé, les blessures et les coups retiennent aussi peu l'attention des autorités qu'auparavant. Le prince et ses représentants sont en effet beaucoup plus préoccupés de contrôler la vie morale et religieuse des populations, d'éliminer les brigands de grand chemin, les voleurs, ou même les vagabonds et les mendiants, de faire barrage, avant tout, aux hérésies et à la sorcellerie. Les meurtriers en profitent pour s'enfuir très souvent. Ils demandent aussi très fréquemment une lettre de rémission, qui leur est accordée encore plus libéralement que par le passé : en Artois, 231 grâces sont octroyées avant 1500, 927 de 1500 à 1555, 536 de 1556 à 1598, 1 158 de 1599 à 1635⁵³. Le fléchissement sous le règne de Philippe II marque bien une volonté de moindre indulgence en ce domaine, dans la droite ligne des édits de 1570. Mais la tendance n'est pas définitivement inversée, comme en témoignent les sommets atteints au début du XVII^e siècle, sous le règne paisible des Archiducs. La vraie rupture se situe après 1635, car 346 rémissions seulement sont enregistrées jusqu'en 1660.

50. John H. LANGBEIN, *Prosecuting Crime in the Renaissance*, Cambridge (Mass.), Harvard U.P., 1974.

51. Edmond POULLET, *Histoire du droit pénal dans le duché de Brabant, depuis l'avènement de Charles Quint jusqu'à la réunion de la Belgique à la France, à la fin du XVIII^e siècle*, Bruxelles, F. Hayez, 1870. Voir aussi Albéric ALLARD, *Histoire de la justice criminelle au XVI^e siècle*, Gand, 1868 (réimpr., Aalen, Scientia Verlag, 1970).

52. Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975, p. 7-72.

53. R. MUCHEMBLED, *op. cit. supra* n. 22, t. I, p. 132.

L'éclat des supplices n'est donc pas orienté prioritairement vers les coupables de voies de fait contre les personnes. Pourtant, la violence s'emballe à partir de l'époque des guerres de religion. Et la justice propose à tous d'horribles exemples. Le théâtre de la mise à mort et des mutilations de toutes natures attire des foules frémissantes. Le prince tente ainsi de donner le spectacle de sa puissance absolue. Peut-être ces exécutions capitales contiennent-elles une certaine dose de sadisme, au sens où l'entend Erich Fromm, c'est-à-dire une forme de dépassement d'une impuissance réelle face à la criminalité en général, que ces démonstrations brutales n'empêchent pas de gonfler et de prospérer ? Peut-être aussi les pouvoirs établis offrent-ils aux spectateurs une possibilité licite d'étancher la soif archaïque de sang que certains hommes portent en eux, selon le même Erich Fromm ? Les réactions passionnelles des assistants le laissent parfois penser. Il arrive même qu'une véritable folie sanguinaire se déclenche contre un bourreau malhabile⁵⁴.

Il est possible que ce recours croissant aux punitions corporelles n'ait pas seulement pour but de punir et de faire peur, comme le prétendent les magistrats. Plus insidieusement, plus obscurément, il s'agit peut-être aussi de définir concrètement une redoutable violence légale et d'instaurer de nouvelles relations entre les sujets-spectateurs et les pouvoirs, par l'intermédiaire de corps sanglants, souffrants, mutilés. N'est-ce pas au fond une lente façon de faire comprendre à tous que le sang, les coups, les blessures, la mort, n'ont rien de banal et que seul le souverain a le droit à la violence, dans le cadre de sa justice ? N'est-ce pas mettre en cause les formes conflictuelles de la sociabilité traditionnelle ?

La réalité, de toute manière, ne se laisse pas modifier rapidement et aisément. Le processus d'appropriation de la violence par l'État, et plus généralement par les pouvoirs établis, ne se réalise pas partout au même rythme. La justice adapte ses exigences aux divers terrains sociaux qu'elle rencontre. En matière d'agressivité, de brutalités ou de meurtres, elle opère à trois vitesses différentes, selon qu'il s'agit de citoyens, de marginaux ou de paysans. Les premiers sont l'objet d'une clémence certaine, surtout s'ils sont jugés par leurs propres tribunaux échevinaux. Les Arrageois peuvent obtenir des rémissions princières, ou simplement payer l'amende de sang de soixante livres si la victime ne meurt pas, voire

54. *Ibid.*, t. II, p. 400-401 (Un cas à Arras en 1581). Wolfgang SCHILD, *Alte Gerichtsbarkeit. Vom Gottesurteil bis zum Beginn der modernen Rechtsprechung*, Munich, Callwey, 1980, présente plusieurs illustrations de ce fait, notamment la lapidation par la foule d'un bourreau malhabile à trancher d'un coup d'épée la tête d'un condamné, en 1575.

même s'enfuir puis revenir vivre dans la cité sans être dénoncés par leurs proches ou serrés de trop près par les officiers. Les individus non domiciliés, eux, sont traités avec plus de sévérité, surtout s'ils sont suspects de vagabondage ou de mauvaises mœurs, même s'ils n'ont pas commis de vols ou d'autres délits. Sur les chemins, le prévôt des maréchaux leur offre une justice beaucoup plus expéditive et sans pitié. Enfin, les paysans ne cessent pas de pratiquer leur sociabilité violente, sous l'œil lointain des juges royaux, et ont le plus souvent recours aux lettres de rémission et aux traités de paix à partie pour se réinsérer sans grand problème dans leur communauté⁵⁵.

Ces différences correspondent à des styles de vie contrastés, à des appréciations judiciaires qui font varier l'événement délictueux en fonction de l'appartenance sociale des protagonistes et à des échelles de valeur qui rendent le vol, voire simplement la mendicité sans autorisation, plus grave que l'homicide aux yeux des gouvernants. S'y ajoute également la difficulté de faire régner l'ordre loin des villes. Celles-ci constituent le terrain d'action privilégié des magistrats et sont l'objet de tous leurs efforts. Elles s'entourent au XVI^e siècle de véritables ceintures de cadavres et de restes de suppliciés, qui renforcent symboliquement les murailles en indiquant les limites entre les cités et le plat pays⁵⁶. Au temps de la Contre-Réforme, à partir de la deuxième moitié du XVI^e siècle, les dirigeants civils et ecclésiastiques commencent en plus à partir à la conquête des campagnes superstitieuses. La justice participe à ce grand effort pour modifier les comportements brutaux des ruraux, en stigmatisant particulièrement les déviances morales ou sexuelles, ainsi que la sorcellerie : l'âge d'or de la chasse aux suppôts de Satan se situe, en effet, entre 1560 et 1630⁵⁷. Elle n'est que la forme la plus visible d'un intense mouvement d'acculturation, parti des centres urbains vers les marges de la société, pour rejeter les éléments inassimilables, tels que les marginaux, les errants et les prétendues sorcières.

Le contact de plus en plus fréquent établi entre le monde populaire et celui des dominants met rapidement en évidence pour ces derniers la nocivité de certaines pratiques et de certaines coutumes des paysans. La lutte pour les extirper ne fait que déséquilibrer l'édifice culturel qui les porte, ce qui déclenche notamment une intensification de la violence des jeunes hommes. Sommés de renoncer à leurs excès, les célibataires réagissent en refusant d'abandonner leurs habitudes violentes. Certains

55. R. MUCHEMBLED, *op. cit. supra.* n. 22, t. III, p. 735-978.

56. *Ibid.*, t. III, p. 824-828, au sujet d'« Arras la rouge ».

57. R. MUCHEMBLED, *La Sorcière au village (xv^e-xviii^e siècle)*, Paris, Gallimard-Julliard, 1979, p. 73 et 124.

d'entre eux se laissent aller à une furie sanguinaire plus désespérée et plus pathologique. D'autres pratiquent une sorte de « bricolage culturel », c'est-à-dire de résistance aux volontés des autorités et des prêtres, sous la forme d'une agressivité croissante contre les représentants des pouvoirs et contre les adultes de leur propre communauté, s'adaptant ainsi à la rupture de la continuité des générations qui leur est imposée⁵⁸. Le record absolu de lettres de rémission artésiennes sous les Archiducs, pendant une période de paix, de relative prospérité et d'active offensive de la Contre-Réforme dans les Pays-Bas, traduit parfaitement cette situation de difficile mutation. L'époque est celle des contradictions, puisque le prince délivre de plus en plus de grâces et ne rompt donc pas le dialogue qu'il entretient depuis des générations avec ses sujets à propos de la violence, alors que ses officiers épaulent les prêtres pour modifier en profondeur les conditions de la sociabilité productrice d'une bonne partie des homicides pardonnés. Le désarroi grandit de ce fait dans les villes et dans les campagnes. La recherche de paradis artificiels s'intensifie précisément à la même époque : l'alcool et le tabac sont massivement consommés, apportant à beaucoup de gens l'évasion hors d'une réalité angoissante⁵⁹, tandis que certains, peut-être, se réfugient dans les croyances à l'efficacité de la sorcellerie.

Dès le début du XVII^e siècle, la violence commence à entrer plus nettement qu'auparavant dans l'orbe de la criminalité. Lentement, partiellement, le rite se transforme en délit. Une deuxième phase, moins cahotique que la première, débute alors, pour conduire insensiblement à une définition essentiellement pénale de la brutalité contre les personnes. Le code criminel de 1670 en France constitue à cet égard une étape importante⁶⁰, d'autant qu'il est réellement appliqué, à la différence des édits de Philippe II en 1570 aux Pays-Bas.

Ce texte ne fait pourtant que systématiser une pratique criminelle très proche de celle des mêmes Pays-Bas au XVII^e siècle. La violence en occupe le dernier degré, précédée par les vols, les délits contre les mœurs et les crimes de lèse-majesté humaine et divine, dont fait partie la sorcellerie, ainsi promue au rang de pire crime qui puisse exister contre les hommes et contre Dieu⁶¹. Il y a évidemment toujours loin de la pratique judiciaire à la réalité sociale. Trois rythmes répressifs différents

58. R. MUCHEMBLE, *op. cit. supra* n. 22, t. I, p. 248-259.

59. *Ibid.*, t. II, p. 608-611, sur le tabac et le « brandevin » (alcool) en Artois.

60. Ph. ROBERT, R. LÉVY, *art. cit. supra* n. 1, p. 496 ; André LAINGUI, Arlette LEBIGRE, *Histoire du droit pénal*, Paris, Cujas, s. d., 2 t.

61. R. MUCHEMBLE, *op. cit. supra* n. 22, t. III, p. 849-896, au sujet de l'Artois et plus généralement des Pays-Bas espagnols.

sont en fait décelables à la fin de l'Ancien Régime. Le premier concerne les évolutions rapides de la psychologie et de la sociologie collectives de l'autorité, qui poussent à mettre l'accent sur la nécessité de l'ordre et donc à traduire toute violence en termes criminels. Le deuxième constitue une application de ces principes aux événements délictueux, en n'oubliant pas les nécessaires différences à faire, pour un même acte, entre les catégories sociales policées et domiciliées des villes, par exemple, et les errants, ces gibiers d'une maréchaussée de plus en plus active au XVIII^e siècle⁶². Le troisième s'applique au monde paysan, toujours majoritaire numériquement, qui est l'objet de procédures contradictoires, puisqu'on lui demande de s'aligner sur le modèle policé, sans pour autant rompre avec lui le dialogue sur la violence licite que traduisent les lettres de rémission du roi. Il est vrai que celles-ci ne font qu'entériner le dynamisme d'une culture spécifique refusant de se laisser définitivement déséquilibrer et de mourir sans combattre. La violence demeure une valeur et une structure, on l'a vu, dans le Gévaudan du XIX^e siècle⁶³.

En d'autres termes, la justice criminelle ne progresse pas partout de manière uniforme et elle s'adapte à une société de plus en plus différenciée. Elle renforce cependant peu à peu sa présence dans les campagnes, grignotant insensiblement les positions traditionnelles qui en faisaient la spécificité. L'évolution de la pratique du pardon princier en témoigne : les documents n'existent pas pour l'Artois après 1660, mais ils sont conservés pour le ressort voisin du Conseil supérieur de Tournai, de la conquête française à 1790. Très nombreuses encore sous Louis XIV, bien qu'elles n'atteignent plus les chiffres impressionnants du début du XVII^e siècle, les grâces commencent à se raréfier à partir de 1707-1710 : 89 cas de 1707 à 1740, 67 de 1740 à 1780, 26 de 1781 à 1790⁶⁴. Fait symptomatique, les pardons du XVIII^e siècle concernent une minorité non négligeable de simples blessures, ce qui indique que le seuil de la tolérance royale en la matière s'est notablement relevé. D'autant que les homicides proprement dits sont de moins en moins nombreux à retenir la faveur du souverain : 7 sur 26 crimes pardonnés dans la dernière décennie de l'Ancien Régime, à côté de 9 vols. L'inversion s'est précisément produite entre 1740 et 1780, car 34 vols figurent sur la liste des 67 grâces, alors qu'un seul est répertorié de 1707 à 1740. Il semble bien que l'indulgence ait changé de camp, pour s'attacher, de façon

62. Mise au point et bibliographie sur la maréchaussée au XVIII^e siècle, in Ph. ROBERT, R. LÉVY, *art. cit. supra* n.1, p. 492-494.

63. Cf. *op. cit. supra* n. 46.

64. Archives départementales du Nord, à Lille, VIII B, 2^e série, registres 786 à 791, en cours d'étude systématique sous ma direction.

modérée d'après ces chiffres, au larcin, tandis que celui-ci était jusqu'alors réputé beaucoup plus grave et plus inquiétant que les délits contre les personnes.

Le processus de criminalisation de la violence s'achève donc au temps des philosophes. Ce changement de nature modifie aussi les sources. Par ailleurs, la rareté croissante des rémissions accordées à des meurtriers, la sévérité de plus en plus forte des tribunaux à leur égard et les modifications de l'agressivité produites par la civilisation des mœurs⁶⁵ concourent à faire décroître les indicateurs de l'agressivité. Sans doute celle-ci perd-elle réellement de sa puissance. Mais il est douteux que les paysans de 1789 aient totalement oublié les leçons de leurs traditions culturelles. Plus probablement, ils se méfient de la justice et camouflent certaines de leurs réactions brutales, évitant de faire souvent appel aux pouvoirs extérieurs pour régler leurs conflits, apprenant vraisemblablement à rendre plus feutrées leurs pulsions et leurs passions, voilant en somme partiellement cette violence que n'hésitaient pas à manifester leurs ancêtres.

Vu du côté des gouvernants, un tel changement était nécessaire, car la brutalité des relations sociales, la xénophobie intense, l'absence de sentiment national avaient pour effet de bloquer l'évolution des campagnes, même lorsque celles-ci disposaient de richesses potentielles importantes, comme l'Artois⁶⁶. Des valeurs unitaires nouvelles ne pouvaient s'enraciner que sur les ruines de la sociabilité violente du passé. Les rois absolus, les prêtres de la Contre-Réforme et tous les gouvernants ou les groupes sociaux qui les soutenaient n'avaient probablement pas une conscience claire des mutations qu'allait entraîner leur lutte contre les excès populaires. Pourtant, en créant de nouveaux automatismes sociaux, en détournant la violence du cœur de chaque communauté, ils produisaient les conditions nécessaires pour un bond en avant de toute leur société, car ils réorientaient vers d'autres objectifs généraux l'agressivité inscrite selon Henri Laborit dans le patrimoine biologique de l'homme⁶⁷. L'État absolu, l'Église de la Contre-Réforme, le capitalisme commercial jouaient sans le savoir leur avenir dans cette lutte inexpiable engagée par les dominants et mise en œuvre par les juges pour détacher la violence de la sphère de la sociabilité et pour la synchroniser avec la notion de criminalité (voir le schéma ci-après).

65. Norbert ELIAS, *La Civilisation des mœurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1969.

66. L'Artois est en effet un monde bloqué avant la fin du XVII^e siècle : R. MUCHEMBLED, *op. cit. supra* n. 22, t. I, p. 95-113.

67. H. LABORIT, *op. cit. supra* n. 5, p. 137.

*Vers la synchronisation de la violence et de la criminalité
dans les communautés rurales et urbaines, du XVI^e au XVIII^e siècle*

Dans ces conditions, la théorie du passage de la violence au vol sous l'Ancien Régime se révèle à la fois inexacte et réductrice. Elle ne tient pas compte de l'évolution qui conduit les gouvernants à imposer en deux étapes successives la violence légale et diurne des pouvoirs pour faire reculer la violence devenue illicite des populations. Celle-ci est d'autant plus dévalorisée qu'elle se synchronise lentement avec la criminalité, mais aussi avec le monde nocturne et inquiétant du diable, des sorcières, des marginaux, des brigands et même des jeunes hommes turbulents dont les attitudes sont jugées avec une sévérité croissante. En histoire, d'ailleurs, il faut toujours se méfier des explications trop simples ou trop absolues, qui prétendent rendre compte de manière définitive de la complexité des phénomènes culturels et sociaux, surtout si elles portent subrepticement, comme c'est le cas, un message idéologique et si elles prolongent l'effort des autorités de l'époque moderne en ne laissant aucune chance de revenir au jour à ce que ces mêmes pouvoirs ont combattu pendant des siècles.

Recourir au regard anthropologique n'évite certes pas toutes les erreurs mais permet de tenir compte des préjugés qu'applique inconsciemment le chercheur s'il oublie qu'il est lui-même immergé dans une civilisation

spécifique. Lucien Febvre l'avait déjà dit, mieux et avec force, en plaidant pour la nécessité de tenter de comprendre les gens du passé par rapport à leur culture et non pas d'après la nôtre. Tant il est vrai que les hommes de l'Ancien Régime étaient profondément différents de leurs descendants. Il reste à préciser en quoi, pour apprécier les raisons selon lesquelles ils considéraient la violence comme banale et pour comprendre comment s'est produite l'invention de l'homme moderne⁶⁸, qui a peu à peu modifié leurs perceptions des autres individus, qui a lentement réduit leur agressivité par le refoulement des pulsions et par la soumission à la règle étatique, c'est-à-dire aux autorités englobantes représentant celle-ci et en maintenant l'intégrité.

POUR EN FINIR AVEC LA VIOLENCE ?

Toutes les sociétés vivent avec la violence, qu'elles savent orienter, détourner, voire même utiliser, faute de quoi elles se dissoudraient rapidement. Pourtant le monde occidental actuel, oubliant son propre passé, ne lui assigne qu'une place résiduelle et la définit comme un phénomène uniquement négatif et dangereux. Qu'elle ne soit nullement nécessaire à l'épanouissement de l'être humain, j'en conviens sans peine. Mais elle est proprement incontournable, malgré l'illusion sécuritaire qui donne l'impression qu'elle peut totalement disparaître. Illusion qui provient elle-même de la lutte pluriséculaire engagée en France et ailleurs pour créer l'ordre nécessaire au prodigieux décollage de l'économie et de la société européennes. Illusion qui s'enracine expressément dans la lente émergence de la loi pénale, dont Victor Hugo disait vers 1848 qu'elle « n'avait qu'un but, un but unique, un but exclusif, protéger la société »⁶⁹.

Nous sommes collectivement les héritiers de cette conception, à tel point qu'il nous paraît impossible d'affecter à la violence la moindre fonction positive, ou au service de la vie, comme dirait Erich Fromm. L'homme a-t-il donc tant progressé depuis les philosophes des Lumières ? La violence ne demeure-t-elle pas tapie en lui, dans son « cœur », dans son « cerveau reptilien », comme on voudra ? Ou même encore dans les rouages de sa société, de son État ? Seuls les intellectuels sont peut-

68. R. MUCHEMBLE, *L'Invention de l'homme moderne*, Paris, Fayard, à paraître prochainement.

69. Victor HUGO, *Écrits sur la peine de mort*, Paris, Actes Sud, 1979, projet de discours à l'Assemblée constituante en faveur d'une nouvelle loi sur les prisons (Extraits dans *Le Monde diplomatique*, op. cit. supra n. 6, p. 17).

être épargnés. Du moins le prétendent-ils parfois en reconstruisant le monde tel qu'il devrait être.

L'idéologie sécuritaire, hélas, apporte indirectement des réponses positives à de telles questions. Paravent de systèmes étatiques globalisants qui canalisent la violence pour créer de l'ordre, elle produit des majorités silencieuses sensibles aux arguments autoritaires, comme le ^{XX}^e siècle en a déjà donné de trop nombreux exemples. Car pour porter la criminalisation de la violence à son extrême symbolique, elle fait appel à des réflexes agressifs et xénophobes latents dans la population, hérités peut-être de la biologie humaine et certainement de la sociabilité violente d'Ancien Régime qui ne s'est pas totalement effacée de notre culture : désigner les hors-normes, jeunes, vagabonds, immigrés, etc., comme coupables potentiels d'excès de brutalité revient à détourner vers ce seul objectif la violence de ceux qui se considèrent comme normaux. Ce choix assure une cohésion sociale certaine en poussant les masses à s'identifier à un modèle et à décharger leur agressivité dans la sphère symbolique, parfois aussi dans la réalité, lors d'un dérapage contre les êtres différents qu'on les autorise au fond à exécrer.

La fin de la violence ? Elle n'apparaît certainement pas à l'horizon de l'an 2000. Et si l'histoire pouvait proposer un avis, même pas une leçon, ce serait de dire à nos contemporains de ne pas s'illusionner sur eux-mêmes, de ne pas se croire trop civilisés au point d'oublier l'existence de leur « cerveau reptilien », selon les termes d'Henri Laborit, et aussi de ne pas sous-estimer le danger d'être à la fois dirigés par lui et par ceux qui savent orienter ses pulsions pour affermir leur puissance et leur pouvoir.

Robert MUCHEMBLED,
Université de Paris XIII.